

France : A propos de violence des jeunes

20/03/2007

Dans cette société qui discrimine et dont l'égalité sociale fait défaut à bien des égards, les jeunes, et particulièrement ceux de nos territoires oubliés par la politique publique, doivent construire leur identité avec un certain nombre de handicaps intériorisés, auquel s'ajoute la stigmatisation des quartiers dits "populaires", là où moi je parle de quartiers "en souffrance".

Il est encore temps que les politiques publiques, et ceux et celles qui en ont la charge, nos élus, se donnent les moyens d'avoir une meilleure connaissance des difficultés de ces jeunes, avec une volonté réelle de les aider aussi à exprimer leur révolte autrement que par la violence.

Ma perception est que nous minimisons la réalité de territoires qui sont le nid des inégalités sociales, culturelles et économiques, des territoires où vivent des populations pour qui l'insertion est devenue un état et non plus une étape.

Je suis interloqué lorsque j'entends notre premier ministre dire "qu'il ne saurait entendre que le service public n'est pas assuré à traitement égal sur l'ensemble du territoire français". Je m'interroge et je me demande s'il est au courant par exemple que les budgets de l'école publique varient de 1 à 7 selon qu'on habite un quartier favorisé ou non, s'il est au courant que le budget de la culture est aspiré par les grands théâtres et autres scènes de prestige tel l'Opéra, et que ces espaces culturels sont essentiellement fréquentés par la classe supérieure et sur invitation qui plus est ; et lorsqu'une association de quartier cherche à faire découvrir le théâtre à des enfants, on négocie les tarifs. Et des inégalités de la sorte, il y en a ribambelle.

M. Sarkozy qui dit vouloir lutter contre la délinquance tandis qu'il est hors-la-loi dans sa commune de Neuilly Sur Seine, comme tant d'autres maires, sur l'application de la loi, en l'occurrence la loi SRU qui impose aux maires un quota de 20% de logements sociaux. Si être délinquant c'est ne pas respecter la loi, comment peut-on alors qualifier ces maires ?

A mon sens, il faut de la JUSTICE sociale et arrêter de se gargariser d'une politique de la ville qui n'est au mieux qu'un "RMI des quartiers". Une politique de la ville qui, définie à l'origine comme une mission, est devenue une bureaucratie qui ne gère guère que le non emploi et qui demande aux habitants de nos quartiers d'être des citoyens et de s'investir dans des projets de vie collective (à ce sujet, demande-t-on aux habitants des quartiers favorisés de s'investir dans des projets de vie collective ? et aux jeunes de ces mêmes quartiers de monter des projets pour faire preuve de leur intégration ???).

M. Sarkozy notamment veut punir plus sévèrement les jeunes qui s'en prennent aux policiers, c'est understandable dans l'esprit même si je n'en partage pas la lettre, mais que compte-t-il faire à l'encontre des policiers qui s'en prennent aux jeunes ? Pour l'heure ils ne risquent que des sanctions disciplinaires.

Le vivre ensemble est possible demain, j'en suis intimement persuadé et je le rêve tant je pense que notre pays a entre les mains un potentiel formidable pour briller, tant d'origines différentes qui s'enrichissent les unes les autres, mais ceci n'est envisageable qu'au prix d'une volonté ferme et réelle d'entendre les tristes réalités pour ensuite en combattre les ressorts.

Mohamed RAZANE

Auteur de « DIT VIOLENT » paru aux Editions Gallimard en Juin 2006.

Blog : <http://razane.blogg.org>



<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=debat&id=117>